



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 1 :

MALI : TRAORE ASSASSINE ET
EMPRISONNE

Page 3 :

ETHIOPIE : ESCALADE MILITAI-
RE CONTRE L'ERYTHREE

Page 4 :

DJIBOUTI : UNE INDEPENDANCE
PREPAREE PAR L'IMPERIALISME

Page 6 :

O.U.A. : PALABRES DE
DICTATEURS

Page 7 :

MAURITANIE : UNE NOUVELLE
ATTAQUE DU FRONT POLISARIO

Page 8 :

LE GOUVERNEMENT FRANCAIS
VOLE AU SECOURS DE MALLOUM

Page 9 :

SENEGAL :

-QUAND DAKAR MANQUE DE VIANDE
-BILAN DU CONSEIL MUNICIPAL
DE KAOLACK

Page 10::

GHANA : PENURIE ET VIE CHERE

Page 11 :

FRANCE : 10 000 FRANCS POUR
ACCEPTER D'ETRE EXPULSE



prix: 1 Franc

N° 52 - 19 juillet 1977

M A L I :

TRAORE ASSASSINE

ET EMPRISONNE

MILITAIRES ET CIVILS

Au début du mois de juin dernier le tribunal de Moussa Traoré, à Bamako, a condamné 12 personnes à mort et 20 autres à des peines de prison allant jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

Le tribunal a jugé en même-temps trois affaires différentes : tentative de coup d'Etat, rébellion et détournements de fonds publics.

Parmi les 12 condamnés à mort, 7 personnes (dont l'Adjudant Mohamed Lamine Cissoko, d'autres sous-officiers et des soldats) sont accusées d'avoir tenté

.../...

un coup d'Etat en 1976. Dans la même affaire 8 autres personnes ont été condamnées à perpétuité et 3 à des peines de prison. Les 5 autres condamnés à mort sont principalement des paysans et des éleveurs nomades à Kidal. Ce sont : Acherif Ag Kassi, Mohamed Ag Alhar, Ama Kassou, Aladi El Alla etc... Tous accusés de rébellion en 1962-63 contre le régime de Modibo, dans le Nord du Mali, dans la région de Gao

Ils sont condamnés parce qu'ils se sont armés contre les Goumiers (les gendarmes de Modibo) et les fonctionnaires qui leur faisaient subir de mauvais traitements, des humiliations et des menaces contre leurs familles. La cour de sûreté de l'Etat a également puni 12 employés et agents de l'Etat à des peines allant des travaux forcés à perpétuité jusqu'à dix ans de prison. Ces fonctionnaires sont accusés d'avoir détourné des fonds publics.

Moussa Traoré fait une démonstration de force en utilisant son tribunal et sa police ; d'autant plus que depuis l'enterrement de Modibo les mécontentements de la population sont de plus en plus exprimés. C'est pour rappeler à la population malienne qu'il est toujours maître de son appareil et de la situation que Traoré utilise ce déploiement de procès.

D'ailleurs c'est par la répression uniquement qu'il arrive à garder ses privilèges et ceux des impérialistes.

Mis à part les paysans de Kidal, les condamnés étaient eux-mêmes serviteurs de l'appareil d'Etat. Oh, pas des plus importants, ! Ce sont des officiers qui ont servi Moussa Traoré avant de tenter de l'abattre, pour mettre en place un nouveau régime qui aurait ressemblé comme deux gouttes d'eau à l'ancien. Des petits fonctionnaires corrompus qui se sont enrichis sur le dos des petites gens. Sans doute ni les uns ni les autres, n'ont de quoi inspirer de la sympathie particulière aux travailleurs.

Mais les travailleurs doivent savoir que si cette fois l'appareil d'Etat a broyé certains de ses dignes serviteurs, la raison d'être de cet appareil est de servir contre les ouvriers, contre les paysans maliens. Si certains amateurs de coup d'Etat militaire ont payé de leur vie de n'avoir pas réussi, d'autres amateurs de coup d'Etat, Traoré en tête, sont au pouvoir. Si quelques petits fonctionnaires corrompus sont morts, les principaux corrompus sont dans les ministères et à la tête de l'administration et continuent à vivre dans le luxe.

Alors, les exploités maliens doivent dénoncer ces ignominieuses condamnations à mort ; ils ne reconnaissent pas aux assassins au pouvoir d'assassiner, d'emprisonner, de réprimer quiconque au nom de la légalité.



ETHIOPIE

ESCALADE MILITAIRE CONTRE L'ERYTHREE

Le gouvernement militaire d'Ethiopie a engagé, au début du mois de Juillet, une offensive militaire importante contre les fronts de libération nationale de l'Erythrée. Mais cette fois-ci, à part les troupes régulières qui combattent la résistance érythréenne, le DERG a embrigadé environ dix mille paysans encadrés par l'armée.

Les mouvements nationalistes érythréens ont redoublé leur contre-offensive. D'après les représentants de ces mouvements à l'étranger, ils se sont même emparés de deux villes : Keren et Decanere, proche d'Asmara. Cela fait plus de quinze ans que la population érythréenne lutte pour son indépendance avec détermination. Le régime de Haïlé Sellassié n'est pas arrivé à bout de la résistance érythréenne. Le régime militaire de Mengouistou n'y est pas plus arrivé. En organisant la "Marche Rouge", les militaires veulent écraser les mouvements nationalistes érythréens.

Mais ces derniers ont le soutien de la majorité de la population. Ils occupent 90% du territoire érythréen. Le gouvernement de Mengouistou est engagé dans une politique d'écrasement des mouvements nationalistes d'Erythrée, parce que ce pays occupe une région qui débouche sur la mer rouge. Et depuis que Djibouti est indépendante, la seule voie de chemin de fer est pratiquement interrompue. Le succès de la lutte de libération des érythréens risque d'affaiblir le gouvernement de Mengouistou. Car par ailleurs, le même pouvoir militaire éthiopien est incapable de surmonter les problèmes qu'il affronte depuis qu'il est au pouvoir.

La mobilisation contre l'Erythrée est d'ailleurs une sorte de fuite en avant. Le régime militaire essaie de créer un climat d'Union Sacrée, de façon à isoler une opposition multiforme, qui va des maoïstes du PRPE (dont plusieurs centaines de sympathisants ont été sauvagement massacrés récemment) à l'organisation des partisans de l'ancien régime de Haïlé Sellassié.

Dans le même ordre d'idées, le comité militaire essaie d'encadrer la population dans des comités : Comités de quartiers dans les villes et de paysans dans les campagnes, toujours sous les mots d'ordre de : "la mère patrie en danger".

Les dix mille paysans déjà envoyés en Erythrée pour se faire tuer pour le régime devront être rejoints par d'autres. Les prétendues "milices paysannes" destinées à participer aux opérations en Erythrée devront atteindre 200 000 hommes.

Mais ces paysans recrutés de gré ou de force, ou poussés vers l'armée par la menace de la faim, n'ont pas les mêmes raisons de se battre que les érythréens. Non seulement ils seront incapables d'aider les militaires à venir à bout de la guerre d'indépendance nationale de l'Erythrée, mais leurs troupes paraissent, d'après les informations partir en débandade.

Et finalement, le calcul des militaires risque de se retourner contre eux. Ces milliers de paysans armés, qui se battent déjà mollement pour une cause qui n'est pas la leur, risquent de se rendre compte que leurs armes peuvent servir à autre chose qu'à mener une guerre de répression. La débandade des "milices paysannes" peut créer une situation que la dictature militaire aura plus de mal encore à affronter que celle qu'elle connaît aujourd'hui.



DJIBOUTI UNE INDÉPENDANCE PRÉPARÉE PAR L'IMPERIALISME

Le 27 Juin dernier le territoire Français des Afars et des Issas (TFAI) a acquis officiellement l'indépendance. Pour Giscard, c'est suite à la volonté politique de donner la liberté à ce territoire qui a subi le colonialisme français depuis les années 1862 et suite à la "consultation populaire" du 8 Mai 1971 où le peuple de Djibouti se serait exprimé pour l'indépendance à plus de 90% des voix. Dix ans plus tôt, les mêmes consultations avaient donné plus de 60% des voix contre l'indépendance. C'est que les colonialistes se débrouillent pour faire ressortir des élections les résultats qu'ils veulent.

En fait si changements politiques il y a dans cette partie de l'Afrique, c'est dans la mesure où il y aura des nationaux à la place des fonctionnaires français à la tête de l'Etat et dans les échelons administratifs. Les afars et les issas auront droit à un peu plus de dignité : par exemple les barbelés entourant la ville de Djibouti qui en faisaient un bagne ont été en partie enlevés.

Mais les changements s'arrêtent là. C'est une indépendance mûrement réfléchie et octroyée d'en haut, non pas en fonction des intérêts de la population mais dans l'intérêt de l'impérialisme français. Les deux tables rondes qui ont eu lieu à Paris entre le gouvernement français et les dirigeants nationalistes ont été organisées pour préparer le terrain dans ce sens.

Et l'image la plus significative de cette indépendance est la cérémonie de passation de pouvoir, où Hassan Gouled, après avoir donné l'embrassade au représentant français, a offert un rafraichissement à tous les dignitaires du pouvoir colonial.

Actuellement l'impérialisme a trouvé d'autres gendarmes à sa solde. En plus l'évolution de l'arsenal militaire, le perfectionnement des armes lui permet d'être présent constamment sans être obligé de stationner en grande force sur le territoire. Il lui est alors plus acceptable d'accorder l'indépendance à ce territoire. Mais de toute manière indépendance ou pas, l'impérialisme reste présent dans la région. Djibouti reste sous domination car les hommes qui sont à la tête du nouvel Etat ont fait la preuve de leur docilité dans les longues carrières qu'ils ont eues au sein de l'administration coloniale ; c'est le cas de Hassan Gouled et de Ahmed Dini respectivement président de la république et de l'Assemblée Nationale. Les "pactes de solidarité" qu'ils se sont empressés de signer perpétuent la domination française. 5 000 militaires continuent à stationner à Djibouti.

Giscard et ses valets Gouled et compagnie, affirment que cette présence militaire est destinée à protéger le jeune Etat contre les visées de la Somalie et de l'Ethiopie.

Et si la population Issa par exemple voulait rejoindre, dans le cadre d'une même entité nationale, le peuple somali auquel elle s'apparente? Il est difficile de savoir si tel est réellement le désir de la majorité de la population de Djibouti, précisément parce que cette question ne leur fut pas posée. Mais c'était longtemps la revendication d'un des composants du mouvement nationaliste de Djibouti. Et ce serait, somme toute logique, y compris sur le plan économique.

Djibouti est un petit territoire -23 000 Km² soit 1/10^e du Sénégal- qui n'a aucune ressource pour survivre. Ce territoire n'a d'ailleurs jamais été une entité économique et sociale. Ses frontières sont simplement le résultat d'un découpage artificiel fait par l'impérialisme.

Djibouti dépend entièrement de l'extérieur même pour sa nourriture. La présence militaire française défend cette situation abérante contre la volonté des habitants eux-mêmes sans doute.

L'impérialisme a aussi laissé à Djibouti une tension aigüe entre les afars et les issas, les deux tribus qui composent en grande partie la population du territoire. C'est lui qui a avivé les luttes tribales en favorisant les uns par rapport aux autres dans l'octroi des postes administratifs. C'est une tactique bien connue - celle de diviser pour régner - qui a fait le succès de la domination coloniale dans bien d'autres pays d'Afrique.

Même si la population de Djibouti a lutté à plusieurs reprises par des manifestations et des grèves pour avoir son indépendance, même si dorénavant elle aura accès à plus de dignité, c'est une supercherie car tout a été préparé et mis en place en fonction des seuls intérêts de l'impérialisme. Les seuls djiboutiens à y trouver leur compte sont les dignitaires qui vont s'installer grassement dans les divers postes de l'appareil d'Etat.

Le sort des exploités ne changera pas. Ils auront toujours à lutter contre l'exploitation et la misère. Et maintenant ils auront contre eux en plus des militaires français qui resteront en réserve, l'armée de Gouled et de Dini. Dans l'Afrique actuelle, dominée par le capitalisme il n'y a pas de libération des peuples sans le renversement de l'ordre impérialiste.



ABONNEMENTS

-FRANCE : ordinaire un an : 12 F
sous pli fermé un an : 36 F

-AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER B.P. 80 93 300 Aubervilliers France.
(en spécifiant : "Pour l'UATCI")

OUA

Palabres

de

Dictateurs

Le 5 Juillet dernier s'est terminée la réunion annuelle des Etats membres de l'OUA, qui a eu lieu cette année-ci, à Libreville, capitale du Gabon.

Sur 49 Etats membres, 29 seulement y ont participé. Plusieurs milliards de francs CFA ont été dépensés pour organiser ce sommet. Par exemple 475 voitures de luxe toutes neuves ont été achetées spécialement pour cette occasion et mises à la disposition de chaque délégation. On a aussi payé de nombreux appareils sophistiqués et fait venir des policiers de tous les coins du monde afin de surveiller et de protéger les chefs d'Etats.

Tant de milliards sortis de la poche de la population par l'intermédiaire des impôts, des taxes etc... n'ont été gaspillés que pour palabrer. Comme chaque année de grands discours ont été prononcés, comme chaque année les bonnes paroles se sont envolées dans l'air. Les représentants des Etats membres présents se sont finalement tous mis d'accord pour se taire sur les questions brûlantes qui se posent à la population africaine. C'est ainsi par exemple que ni l'oppression du peuple Saharaoui par Hassan II et Ould Daddah, ni le problème érythréen n'ont été débattus.

Pour le Sahara la question a encore une fois été remise à plus tard. Pourtant 2 sommets prévus pour cela (l'un en Avril 1977 et l'autre en Mai 1977) avaient déjà remis à plus tard. Bongo, le président de l'OUA se plaignait alors hypocritement qu'aucun pays n'acceptait d'abriter un tel sommet. Et c'est lui même qui, cette fois-ci, s'est empressé de lécher les bottes à Hassan II et Ould Daddah en leur promettant qu'aucun Saharaoui ne serait autorisé à entrer au Gabon.

Si certains Etats qui se prétendent "progressistes" comme l'Algérie, l'Angola, le Mozambique ont accepté de passer outre cette question pour ne pas déplaire à leurs collègues et pour ne pas être accusés "d'ingérence dans les affaires intérieures", d'autres chefs d'Etats n'avaient pas honte de déclarer que ce qui se passe au Sahara n'est pas "leur affaire". Après cela, Ahidjo président du Cameroun a le culot de dire : "nous avons une fois de plus apporté la preuve que nous savons puiser dans la sagesse les solutions à nos problèmes et les réponses à nos difficultés".

Cependant, si tous les dictateurs n'ont pas applaudi au discours de Ahidjo, ils sont tous d'accord sur le fait d'étouffer toute subversion, toute opposition radicale qui risque de naître dans leurs Etats. C'est sur cette "sagesse"-là que misent tous les chefs d'Etats.

En ce qui concerne l'Apartheid, la politique raciste de l'Afrique du Sud, chacun a eu la bonne part dans le discours anti-raciste. Il fallait qu'ils trouvent une occasion pour tromper les travailleurs par leur position démagogique vis-à-vis de Vorster et de Yan Smith. Et pourtant s'il y en a parmi eux certains qui crient un peu plus contre l'impérialisme, d'autres comme Senghor et Houphouët Boigny sont d'accord pour avoir des relations amicales tout en voulant "essayer de convaincre les blancs d'Afrique du Sud". Comme si les racistes ne sont pas convaincus de la terreur qu'ils mènent sur la population noire.

Les dictateurs tiennent trop à leurs Etats bourgeois pour faire un semblant d'unité africaine. Ils n'ont au contraire pas intérêt de voir un jour l'Afrique unifiée, car leurs privilèges viennent de l'existence de leurs propres Etats et de leurs propres frontières.

L'unité africaine n'est possible que dans la perspective d'une révolution socialiste en Afrique. Et seuls les travailleurs et les paysans pauvres de ce continent sont capables de le faire. Car ils forment tous une même classe, le prolétariat, qui n'a aucune frontière à défendre.

Les prolétaires d'Afrique auront tout à gagner en brisant les frontières nationales héritées du colonialisme, frontières qui privilégient toujours l'impérialisme et ses fantômes. Pour les travailleurs la disparition des frontières voudra dire qu'ils seront encore plus puissants, plus unis pour combattre ensemble leurs mêmes ennemis.

Pourtant un tel avenir n'est possible que si tous les travailleurs des villes et des campagnes se donnent une organisation révolutionnaire qui leur permettra de prendre leur sort en main.

o o o o o o o o o o o o o o o

MAURITANIE

nouvelle attaque

du Front Polisario

Pour la deuxième fois, le Front Polisario a fait une attaque surprise dimanche 17 Juillet à Zouerate, ville minière de la Mauritanie. Quelques jours avant, c'est à dire le 3 Juillet, c'était le palais présidentiel de Nouakchott qui était attaqué. Cette action éclatante du Polisario, c'était pour dénoncer devant l'opinion internationale, tous les gouvernements arabo-africains réunis à Libreville, pour couronner Bongo au titre de nouveau président de l'OUA.

Le peuple Saharaoui, exclu de cette réunion pour faire plaisir à Ould Daddah et son frère ennemi Hassan II, a trouvé le moyen de faire entendre sa voix par les armes, en attaquant le palais présidentiel de Moktar Ould Daddah.

Cet acte courageux démontre une fois de plus la détermination du peuple Saharaoui à lutter contre les régimes corrompus du Maroc et de la Mauritanie, soutenus par leur maître, l'impérialisme français et ses valets, saoudiens en particuliers. Mais cette collusion réactionnaire ne pourra pas empêcher le peuple Saharaoui de continuer sa juste lutte.

TCHAD

LE GOUVERNEMENT FRANCAIS VOLE AU SECOURS DE MALLOUM

Plus d'une semaine après l'offensive lancée le 22 Juin dernier par les nationalistes toubous dirigés par Goukouni Oueddei, appuyés par des éléments libyens contre les postes militaires gardés par les troupes tchadiennes, le gouvernement français vole au secours du général Malloum en lui envoyant armes, munitions, pièces de rechange et véhicules.

Deux villes situées au Nord-Ouest du Tchad sont tombées aux mains des toubous de la 2^e armée, dissidents du Front de Libération Nationale dirigé par Abba Siddick. L'armée tchadienne ne parvient pas à déloger les toubous. Et l'aide du gouvernement français en ce moment précis est sans doute destinée à aider cette armée fantoche à dégager les zones assiégées.

Cette fois, Paris adopte une attitude très prudente. Il ne se réengage pas dans une intervention d' i r o c t e contre les nationalistes toubous. Il est vrai que l'impérialisme français a eu le temps de faire l'expérience que, même avec son aide militaire directe, le régime tchadien était incapable de venir à bout aussi bien du FROLINAT que de la résistance toubou.

Quand Tombalbaye a obtenu de la France en novembre 1974 le renforcement du corps expéditionnaire français à la suite des engagements militaires violents contre les toubous, le général Cortadelas affirmait la liquidation totale de ces rebelles avant Juin 1975 et qu'"on n'entendrait plus parler d'eux". On sait que ces viriles paroles n'ont pas été suivies d'effet, et que la France a dû cesser l'envoi officiel de soldats.

Aujourd'hui le soutien de la France au régime de Malloum revêt un caractère beaucoup plus politique que militaire. C'est un geste pour montrer que l'impérialisme français r e s t e derrière le régime tchadien, malgré quelques différends ces derniers temps.

Malloum de son côté multiplie déclarations sur déclarations en direction de la population qui a manifesté, dans la rue, son soutien au régime face aux "visées expansionnistes" de Kadhafi. Mais il ne parvient guère à créer, en faveur de son régime, un enthousiasme guerrier dans la population.

Aussi, il a besoin de se prévaloir du soutien de Paris. C'est fait. Le régime tchadien sert bien les intérêts de l'impérialisme français, pourquoi donc ce dernier ne le payerait-il pas en retour ?

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

SENEGAL

*
*
*
*
*

QUAND DAKAR MANQUE DE VIANDE, QUI EN SOUFFRE ?

Depuis le mois de juin le prix du kilo de viande augmente d'une manière considérable à Dakar.

Le prix du kilo de viande, qui était auparavant de 500Fr, atteint actuellement 550 . Celui du mouton passe de 750 à 900 Fr.

Le gouvernement qui a arrêté ces prix et qui est censé les contrôler, laisse faire. Les autorités trouvent cette situation normale, et l'expliquent par l'approche de la saison des pluies qui entraîne la rupture d'approvisionnement entre Dakar et ses régions ; une autre raison que ces autorités avancent : le refus du Mali et de la Mauritanie d'acheminer vers Dakar sur pied leur bétail à cause de la sécheresse qui sévit dans ces deux pays. Ce ne sont que des prétextes. Il est vrai qu'au Sénégal le manque de bétail se fait sentir à cause de l'élevage qui reste archaïque.

Cependant le gouvernement, lui, ne fait rien pour encourager ce secteur : insuffisance des points d'eau pour abreuver les boeufs, aucune initiative n'a été prise pour moderniser l'élevage. Comme le reconnaît le gouvernement, chaque année se pose le problème du ravitaillement de Dakar en saison des pluies. Et pourtant aucune mesure préventive n'a été prise.

De toute façon ce sont les gens pauvres qui souffrent le plus de cette situation.

*
*
*
*
*
*
*
*

ooooo

BILAN DU CONSEIL MUNICIPAL DE KAOLACK : POSITIF POUR QUI ?

Le 11 juillet le conseil municipal de Kaolack, présidé par le docteur Amadou Cissé Dia, s'est réuni pour faire le bilan de gestion pour 1976/77. Il a examiné le problème des ordures et de leur ramassage.

Comme les ordures ne sont pas ramassées assez vite -ou même pas du tout dans certains endroits -les dirigeants de la municipalité ont décidé d'examiner le problème. La puanteur a dû remonter jusque dans leurs narines. Car en général ces messieurs ne bougent pas trop de leur siège tant que les saletés restent cantonnées aux quartiers populaires !

Alors donc ces messieurs ont décidé d'installer quelques fûts dans quelques uns des 25 quartiers de Kaolack.

Quelques fûts seulement car il paraît qu'il n'y a pas beaucoup d'argent dans les coffres de la municipalité !

Mais pour compléter l'action de ces fûts ils envisagent de faire payer une amende à ceux qui ne feront pas plusieurs centaines de mètres pour y déposer leurs ordures !

En tout cas la municipalité a quand-même trouvé 8 millions de francs pour embellir la devanture de l'hotel de ville.

Dans l'administration de Senghor, de l'argent il y en a ...mais ça dépend pour quoi faire.

* * * * *

Ghana : Pénurie et Vie Chère

Au Ghana la pénurie alimentaire fait des ravages dans la population pauvre. Au Nord du pays par exemple, le nombre de décès dûs à la malnutrition a fortement augmenté.

Les nourritures de base coûtent très cher et sont pratiquement introuvables. Le prix de l'igname et de la tomate sont inaccessibles à la majorité de la population. On ne trouve pas, dans le marché, du poisson en boîte ; pourtant le Ghana possède une conserverie nationale qui en fabrique en grande quantité tous les jours.

Le marché noir est aussi devenu chose fréquente. La police et l'armée, qui sont censés lutter contre ce fléau, en sont les premières spéculatrices. Elles obligent les paysans à leur vendre les produits à très bas prix, pour les revendre ensuite très cher dans les villes. Les paysans et les travailleurs des villes sont mécontents car ils sont les premières victimes.

Cependant d'autres catégories de la population -les intellectuels, les médecins, les avocats, certains hommes d'affaires- profitent du mécontentement général pour appuyer leurs propres revendications. Ils ont manifesté et fait des grèves le 17 juin dernier pour réclamer un gouvernement civil et un changement de constitution.

Le gouvernement du Général Achéampong utilise sa police pour réprimer tous les contestataires. Les universités de Légon, Kumassi et Cape Coast sont fermées.

Pour tromper la population et pour calmer les intellectuels et les petits bourgeois, le Général Achéampong appelle à l'unité nationale et met à jour la constitution d'un gouvernement mixte mais dirigé par l'armée.

Régime civil ou militaire, cela ne changera pas la misère et la famine qui tuent des milliers de gens .

Pour les bourgeois et pour les militaires c'est une manière de détourner les mécontentement de la population vers une politique qui ne changera pas du tout son sort.

* * * * *
* * * * *
* * *
*

FRANCE 10 000 FRANCS

POUR ACCEPTER D'ÊTRE EXPULSÉS

Depuis plusieurs mois le gouvernement français développe toute une politique visant à chasser les travailleurs émigrés de France.

Il s'agit de la prétendue "aide au retour" de 10 000 F. que la bourgeoisie veut faire accepter aux travailleurs étrangers privés d'emploi et bénéficiant d'allocation chômage -Aide publique ou Assedic-

Certains organismes officiels sont informés par instruction du ministère du travail chargé de l'Emigration d'appliquer cette politique de retour dit "volontaire". C'est ainsi que les employés de l'Agence Nationale de l'Emploi demandent aux chômeurs émigrés s'ils désirent rentrer chez eux.

Les travailleurs ne doivent pas accepter une telle proposition ; ils n'ont rien à y gagner. Les 10 000 F, c'est un piège que leur tend le gouvernement car il n'existe aucune garantie pour les toucher. Au départ de France, le travailleur voulant rentrer ne reçoit qu'un simple billet d'avion aller. L'argent en question ne lui sera peut-être versé qu'une fois arrivé dans son pays d'origine. Garantie ou pas, les travailleurs doivent rejeter une telle manœuvre qui vise à les diviser.

Cette mesure qui consiste à refouler les travailleurs émigrés entre dans le cadre de la politique du gouvernement français qui cherche à faire payer la crise aux travailleurs en commençant par les plus vulnérables : les travailleurs étrangers. Mais le gouvernement ne le dit pas ouvertement. Il fait des déclarations démagogiques en faisant croire aux travailleurs français que le chômage provient du nombre croissant des travailleurs émigrés, et qu'en les renvoyant chez eux, le problème sera résolu.

Ici en France le gouvernement avait arrêté l'immigration en 1974 ; la crise n'a pas été résolue pour autant. Ce qui est certain, c'est la volonté du gouvernement et du patronat de tout mettre en œuvre pour diviser la classe ouvrière. Que les 10 000 F soient accordés ou non aux travailleurs émigrés, le problème n'est pas là. Le but de la bourgeoisie, c'est repandre parmi la classe ouvrière un sentiment de racisme dans les entreprises ou les usines. C'est cette même politique qui oppose les vieux aux jeunes, les femmes aux hommes à propos du travail. C'est une politique qui profite aux patrons. Pas aux travailleurs.

Les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise économique. C'est aux bourgeois, les responsables, de payer la crise. C'est tous ensemble que les travailleurs doivent lutter pour refuser de faire les frais de l'anarchie du système capitaliste. Aujourd'hui les capitalistes s'attaquent à une partie de la classe ouvrière : les travailleurs émigrés. Ce n'est qu'une première étape vers la déclaration de guerre contre toute la classe ouvrière.

Si les travailleurs ne réagissent pas immédiatement, demain c'est à toute la classe ouvrière dans son ensemble que la bourgeoisie va s'attaquer.

Unis, le gouvernement et les patrons s'attaquent aux travailleurs. C'est dans l'unité que la classe ouvrière doit réagir et lutter pour imposer aux patrons, en cette période de crise, la répartition du travail entre tous les travailleurs, la diminution des heures de travail -35 Heures par semaine au lieu de 40- sans diminution de salaire.

C'est ensemble aussi que les travailleurs peuvent faire reculer les patrons face aux problèmes des expulsions de travailleurs étrangers.

Tout cela est possible à condition qu'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière soit organisée.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploitées.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.